

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe :
2 rue Antoine Charial – CS 33927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**ACQUISITION D'UNE SOURCE CALBRÉE PAR SPHÈRE
INTÉGRANTE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Marché de fourniture

Référence : 26-017_M

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Objet	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
1.3 – Nature et étendue du marché	4
1.4 – Procédure	4
1.5 – Spécifications techniques	4
1.6 – Considérations sociales	4
1.7 – Considérations environnementales.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – DELAIS D’EXECUTION DU MARCHE	5
4.1 – Délai d’exécution	5
4.2 – Prolongation du délai d’exécution	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 Dispositions générales.....	6
5.2 Documentation technique	6
5.3 – Obligations de résultat	6
5.4 – Lieu d’exécution du marché	6
5.5 – Livraison.....	7
5.6 – Qualité des équipements	7
5.7 – Emballage	7
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS	7
6.1 – Pénalité pour retard	7
6.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel	8
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ	8
7.1 – Nature du prix.....	8
7.2 – Contenu des prix.....	8
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	9
8.1 – Avance	9
8.2 – Acomptes.....	9
8.3 – Demandes de Paiement	9
8.4 – Modalités de règlement	10
8.5– Unité monétaire	11

ARTICLE 9 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION	11
9.1 – opérations de vérification et admission des prestations	11
ARTICLE 10 – GARANTIE	11
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D’INFORMATION	12
ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS	12
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ	12
ARTICLE 14 – LITIGES	13
ARTICLE 15 – ASSURANCES	13
Article 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	13
ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	13
Résiliation sans faute.....	13
Résiliation pour événements liés au marché	13
Résiliation pour faute	13
Liquidation du marché public résilié	14

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'une source calibrée par sphère intégrante.

La présente consultation concerne l'établissement suivant :

Site du CEREMA Centre-Est
8 rue Bernard Palissy
63017 Clermont-Ferrand

1.2 – Décomposition en lots

Le présent marché est composé d'un lot unique.

1.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché comprend deux prestations supplémentaires éventuelles. L'acceptation de ces prestations est à l'appréciation de l'acheteur et ont été levées le cas échéant à la notification du marché.

PSE n°1	Fourniture d'un support avec son rail motorisé
PSE n°2	Fourniture d'un contrôleur moteur haute précision

1.3 – Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de fourniture.

Il s'agit d'un marché conclu à prix global et forfaitaire.

1.4 – Procédure

La consultation est lancée sous la forme d'une **procédure adaptée** régie par les articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.6 – Considérations sociales

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions en favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.7 – Considérations environnementales

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage de plus à cette fin à ce qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne soit réalisé.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et se termine à l'admission des prestations objet du marché (PSE comprises si elles ont été levées par l'acheteur à la notification).

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, Les pièces contractuelles par ordre décroissant de priorité sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :**
 - Annexe 1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;**
 - Annexe 1 : Planning prévisionnel
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G.-FCS) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et services ;** ce dernier document n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément s'y référer et les accepter ;
- **Planning détaillé d'exécution arrêté dans les conditions décrites à l'article 4.1 du présent CCAP ;**
- **L'offre technique du titulaire.**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, **il ne figure pas dans ce présent CCAP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans cet accord.**

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations **court à compter de la notification du marché jusqu'à la date d'effet de la mise en ordre de marche de tous les matériels.**

La date de mise en ordre de marche ne devra pas être postérieure au 15 septembre 2026.

Le délai d'exécution englobe les étapes suivantes :

- Le délai d’approvisionnement de la source calibrée par sphère intégrante ;
- La livraison sur site ;
- La mise en service du dispositif ;
- Le calibrage avec remise du certificat ;
- La démonstration du bon fonctionnement du matériel et la remise de toute la documentation ;

Dès la notification un planning détaillé d’exécution sera établi par l’acheteur en concertation avec le titulaire en tenant compte des contraintes de chacune des deux parties (dont le respect de la date du 15 septembre 2026 mentionnée ci-avant) qui sera ensuite notifié au titulaire et le non-respect de ce planning entraînera l’application de pénalités.

4.2 – Prolongation du délai d’exécution

Une prolongation du délai d’exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l’article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et aux normes en vigueur.

5.2 Documentation technique

Le titulaire s’engage à fournir au plus tard à la livraison toute documentation nécessaire à l'utilisation, au fonctionnement et à la maintenance de l'appareillage et ses éventuels rectificatifs nécessaires à une utilisation et à un fonctionnement correct des fournitures livrées et leur maintenance éventuelle.

Dans le cas où les prestations supplémentaires éventuelles 1 et 2 sont levées, le titulaire s’engage à fournir au plus tard à la livraison toute documentation nécessaire au montage, à l'utilisation et au fonctionnement du support avec son rail motorisé et du contrôleur moteur.

Si la documentation accompagnant le matériel n’est pas fournie, le matériel est réputé non-livré tant que cette documentation fait défaut.

Cette documentation technique devrait être fournie en langue française ou anglaise conformément aux stipulations du présent CCAP.

5.3 – Obligations de résultat

Le marché est assorti d’une obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de se conformer à l’ensemble des obligations du marché, d’avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu’il pourrait rencontrer et d’assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

5.4 – Lieu d’exécution du marché

Le lieu d’exécution est le suivant :

Cerema Centre-Est
8 rue Bernard Palissy
63017 - Clermont-Ferrand

Le titulaire devra intervenir sur site que ce soit pour la livraison du matériel, son calibrage et les prestations à réaliser pendant la période de garantie.

5.5 – Livraison

La livraison du matériel devra être réalisée sur le site du Cerema Centre-Est indiqué ci-avant.

Les délais de livraison et de la mise en service sont précisés dans le planning notifié postérieurement à la notification

L'emplacement exact et définitif du matériel dans les locaux du Cerema sera rendu libre et dégagé pour permettre son installation lors de la livraison.

5.6 – Qualité des équipements

L'équipement livré doit être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

L'appareil sera livré avec l'ensemble des certificats assurant la sécurité des travailleurs selon les directives européennes et les normes en découlant. Le matériel livré devra être neuf et non reconditionné.

5.7 – Emballage

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

Dans un souci de développement durable, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger le matériel.

Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

6.1 – Pénalité pour retard

- Pénalité pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais d'exécution de l'offre de base et des PSE prévue dans l'offre du titulaire, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

6.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel

Pendant toute la période de garantie et par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS :

- si la durée d'indisponibilité dépasse 10 jours ouvrés à compter de la demande d'intervention, le titulaire est soumis à une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € HT par jour de retard au-delà de 10 jours ouvrés.

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'indisponibilité de l'appareil n'est pas levée.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par tout moyen approprié par l'acheteur au titulaire, et la constatation de la disparition du désordre par l'acheteur. Toutefois si le titulaire est en capacité de fournir un matériel équivalent, la pénalité pour indisponibilité ne s'applique pas.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

7.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (frais de douane inclus) jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

7.3 – Variation des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné en page de garde du RC. Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Les prix sont fermes et actualisables pour l'offre de base et les PSE N°1 à 2 si ces dernières sont levées.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels – **010765048**, publié à l'INSEE.

Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée en page de garde du RC et la notification du marché selon la formule suivante :

$P = P_0 * (I - 3 / (I_0))$ dans laquelle :

P est le prix actualisé

P₀ est le prix initial du marché en date de valeur M0

I₀ = Valeur de l'index de référence I (CPF 33.20 – identifiant : 010765048) prise au mois d'établissement des prix dans l'offre.

I = Valeur de l'index de référence I (CPF 33.20 – identifiant : 010765048) prise au mois de notification -3 mois

Le titulaire transmet les prix actualisés avec la valeur des indices requis à l'adresse suivante :

cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

En l'absence de transmission, le Cerema calculera l'actualisation pour sa mise en application avec information du titulaire.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS – Option A.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable, son taux est de 30% du montant des prestations (de base) forfaitaires indiquées dans l'annexe financière du marché (montant offre de base et PSE 1 et 2 si ces dernières ont été levées).

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

La récupération de l'avance se fera comme suit :

- 60% à la mise en ordre de marche
- 40 % à l'admission du matériel.

Le montant de l'assiette de calcul de l'avance pour le Titulaire est diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants agréés et donnant lieu à un paiement direct.

Le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct est en droit de bénéficier d'une avance sur sa demande. Le montant de la demande d'avance du sous-traitant agréé est calculé selon les mêmes modalités que pour le Titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées.

8.2 – Acomptes

Concernant l'offre de base et les PSE n° 1 et 2 le cas échéant, le paiement des prestations s'effectue en 2 fois :

- 60% à la date d'effet de la mise en ordre de marche,
- 40 % à la date d'effet de l'admission du matériel,

8.3 – Demandes de Paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,

- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro du marché (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- FCS ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction émettrice,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Dans le cadre de la démarche de réception dématérialisée des factures, toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de n° de marché, et de service exécutant Chorus provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

8.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

8.5– Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 9 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION

9.1 – opérations de vérification et admission des prestations

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, la vérification des prestations concernant l'offre de base et les 2 PSE le cas échéant s'exécute comme ci-après définis :

La mise en ordre de marche (MOM) sera prononcée par l'acheteur lorsque l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP auront été réalisées et notamment :

- la mise en service de tous les matériels
- la démonstration de son bon fonctionnement ;
- un calibrage avec fourniture d'un certificat de calibration.
- la remise de la documentation

La MOM devra être prononcée au plus tard le 15 septembre 2026.

La date à laquelle l'acheteur prononce la mise en ordre de marche, notifiée au titulaire, constitue le point de départ de la vérification d'aptitude. Elle est indiquée dans le certificat de la MOM

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rend apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

L'acheteur dispose d'un délai de d'un mois maximum à compter de la date d'effet de la mise en ordre de marche pour prononcer la Vérification d'Aptitude.

Si le résultat de la vérification d'aptitude est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
- d'admission avec réfaction qui consiste à réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état.
- de rejet qui est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

La notification de la décision de vérification d'aptitude vaut notification de l'admission des matériels à la date précisée dans ledit document. L'admission est le point de départ de la garantie mentionnée à l'article 10 ci-après.

ARTICLE 10 – GARANTIE

Les équipements (matériel et logiciels) sont garantis (pièces, main d'œuvre, déplacement, frais d'expédition) pour une durée minimale d'un an conformément à l'article 33 du CCAG FCS. Le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels.

Le titulaire a précisé dans son mémoire méthodologique l'étendue et la durée de la garantie proposée et si cette dernière à une durée supérieure à un an elle s'appliquera.

Durant la période de garantie, le titulaire s'engage à faire intervenir les personnes compétentes à ses frais, afin de remettre les systèmes dans un état satisfaisant de fonctionnement.

Le titulaire a à sa charge, le retrait, le transport aller et retour au Cerema des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec le Cerema son expérience ;
- fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui ou un membre de son équipe.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et des règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

En complément de l'article 5 du CCAG - FCS, il est précisé que tous les documents, bases de données et informations du présent marché sont a priori confidentiels. Lorsqu'ils sont publics le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

Article 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

- Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :
 - Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
 - À la forme juridique sous laquelle il se présente,
 - À sa raison sociale ou à sa dénomination,
 - À sa nationalité,
 - À son domicile ou à son siège social,
 - Au montant de son capital social,
 - Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
 - À ses coordonnées bancaires.
- A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.
-

ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

-Des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 39 du CCAG-FCS

-un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par l'article 42 du CCAG-FCS.

Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 40 du CCAG-FCS.

Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 41 du CCAG FCS.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ; Lorsque, enjoint par le Cerema le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.

Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.

Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire conformément à l'article 43 du CCAG-FCS.